

la carte blanche

Sven Giegold, eurodéputé (Verts, Allemagne); **Sylvie Goulard**, eurodéputée (ADLE, France); **Sophie In't Veld**, eurodéputée (ADLE, Pays-Bas); **Othmar Karas**, eurodéputé (PPE, Autriche); **Alessia Mosca**, eurodéputée (S&D, Italie)

Pour le respect de la parité hommes-femmes à la tête de l'Europe !

Cinq eurodéputés rappellent l'importance de respecter la parité au sommet des instances européennes. Ce serait, affirment-ils, un message positif adressé à toutes les entreprises mais aussi un gage d'efficacité grâce à la multiplication des profils.

Qui sera le prochain président de la Commission européenne ? En ce moment, la discussion se focalise sur un nom. Mais c'est une trentaine de postes européens qui vont être pourvus : les vingt-sept autres commissaires, dont le haut représentant pour l'action extérieure, la présidence du Conseil européen ou encore le président du Parlement européen.

S'y ajoutent les responsables de commissions et groupes politiques à l'intérieur du Parlement.

Les personnes qui vont être choisies pour diriger l'Europe auront la lourde responsabilité d'assurer, dans un contexte difficile, le redémarrage de l'économie et de redonner confiance aux Européens et aux partenaires extérieurs.

Les prochains joueurs de « l'équipe d'Europe » devront donc être choisis pour leurs compétences, dans le respect du résultat des élections et de la diversité géographique.

Il nous semble également important de dire en amont que cette équipe devra aussi être paritaire, c'est-à-dire compter autant de femmes que d'hommes. Plus que par le passé, les gouvernements semblent vouloir s'en préoccuper et c'est heureux.

En effet, il ne suffit pas de donner le prix Sakharov à la jeune Malala Yousafzai, agressée pour avoir voulu aller à l'école. Il ne suffit pas de s'indigner quand des jeunes filles sont enlevées pour les empêcher de s'instruire. La meilleure réponse au fanatisme et à l'avalissement de la moitié de l'humanité, ce sont les actes.

Respecter la parité au sommet des instances européennes serait un message au monde et... aux employeurs qui, en Europe, à travail égal, continuent à mieux rémunérer les hommes que les femmes.

Ce serait aussi le signal que la classe politique ne s'affranchit pas des principes qu'elle impose aux entreprises, pour leurs conseils d'administration.

La parité renforce également les chances d'être plus efficaces : en élargissant le vivier, on diversifie les profils disponibles. Il y a désormais suffisamment de femmes bien formées et expérimentées. Elles sont désormais

majoritaires parmi les diplômés de l'enseignement supérieur.

Enfin, la parité change l'image d'une institution. Souvent, les instances européennes sont perçues comme « lointaines ». Les citoyens ne se reconnaissent pas en elles.

Un coup d'œil aux photos des réunions de dirigeants européens suffit à comprendre pourquoi. Lorsque la plénière du Parlement européen, durant la mandature précédente, a rejeté un candidat dont l'arrivée rendait le directoire (et le conseil des gouverneurs) de la Banque centrale européenne exclusivement masculin, la photographie de 23 Messieurs en costume-cravate, a porté plus que tous les discours.

Lorsqu'il s'agira d'avaliser le « paquet » de nominations, comme lors des auditions des futurs commissaires, nous veillerons à ce que la parité soit respectée, comme nous souhaitons d'ailleurs qu'elle le soit au sein du Parlement. La meilleure solution serait que chaque gouvernement propose deux candidats de qualité, un homme et une femme.

Ce n'est pas seulement un enjeu pour les femmes, c'est la chance de bâtir une société plus juste et une Europe plus forte. ■